

Algérie : Déclaration des Forces du Pacte de l'alternative démocratique

lundi 7 octobre 2019, par [FPAD](#) (Date de rédaction antérieure : 6 octobre 2019).

Face à l'escalade de la répression de ces derniers jours, les forces du « Pacte de alternative démocratique », notamment les partis politiques FFS, RCD, PT, PST, MDS, UCP et PLD, ont rendu public hier soir la déclaration suivante.

Au mépris de la volonté populaire massivement exprimée et contre toute légalité juridique et légitimité politique, le pouvoir de fait s'entête à imposer une élection présidentielle au pas de charge, le 12 décembre prochain.

Affolé par l'ampleur du rejet populaire rencontré depuis février 2019 contre tout projet de restauration du système autoritaire, celui-ci accélère et accentue la campagne de terreur contre les militant(e)s politiques et les citoyens manifestant(e)s.

Les dernières interpellations et/ou inculpations ont ciblé des journalistes, des militants de partis, des syndicats et de la société civile à l'exemple de RAJ, du réseau de lutte contre la répression, du collectif des parents des détenus et du CSVN-22Fév dont le militant Hakim ADDAD, signataire du pacte de l'alternative démocratique. Cet arbitraire politique signe le refus des tenants du pouvoir de tout changement démocratique.

Les forces du Pacte de l'alternative démocratique réitèrent leurs exigences pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus politiques et d'opinion. Devant ces menées irresponsables contre le peuple, les forces du Pacte pour l'alternative démocratique condamnent fermement toute forme de répression et d'entraves aux libertés. Elles appellent les magistrats à s'opposer à toute forme d'instrumentalisation de la justice et d'abus de pouvoir contre les citoyens.

En parallèle de cette brutalité institutionnelle, le pouvoir déploie une campagne de charme en direction des puissances étrangères dans le double objectif de continuer à bénéficier de leur silence et/ou protection et enfin pour entraver toute solidarité de leur opinion citoyenne.

A défaut de soutien national et quitte à hypothéquer l'avenir des institutions et générations futures, le pouvoir adopte des lois -Finances et hydrocarbures- sans se soucier de son statut provisoire et de son illégitimité consubstantielle. Les forces du Pacte de l'alternative démocratique tiennent, d'ores et déjà à souligner que les décisions économiques illégales et illégitimes adoptées par le pouvoir de fait, ne sauraient engager ni le peuple algérien ni l'Algérie de demain.

Au plan politique, les forces de pacte de l'alternative démocratique réaffirment que seule une période de transition démocratique vouée à un processus constituant souverain permettra de sortir du système autoritaire en accord avec les aspirations du peuple algérien.

Les forces du pacte de l'alternative démocratique réaffirment leur détermination à poursuivre le combat aux côtés des algériennes et des algériens jusqu'à l'aboutissement de tous les objectifs de la révolution de février, ce avant et après le 12 décembre 2019.

Les Forces du Pacte de l'alternative démocratique

Alger, le 06/10/201
